

ARABIE SAOUDITE - 2003

DOSSIER GÉNÉRAL

Les autorités saoudiennes se sont lancées dans une lutte sans merci contre les responsables des attentats terroristes. ■ Elles peuvent s'appuyer sur une grande partie de la population, choquée par la violence des dernières actions, même si les terroristes bénéficient de complicité à l'intérieur du pays. ■ Pendant des années, à Riyad, la menace semblait venir de l'extérieur : révolution iranienne, régime de

Saddam Hussein... ■ Mais, paradoxalement, après avoir été accusé d'exporter l'islamisme wahhabite, le royaume s'inquiète désormais pour les expatriés vivant sur son propre territoire. ■ Sans eux, des pans entiers de l'économie ne pourraient pas fonctionner ■ La famille royale saura-t-elle apporter les réponses appropriées à ces défis ou se contentera-t-elle de demi-mesures ? Son avenir se joue là. ■

La pression ne cesse de s'accroître sur le royaume saoudien. Après les lourdes conséquences des attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, l'Arabie Saoudite est maintenant directement visée par des actions terroristes ; la dernière a été particulièrement sanglante : 17 morts et 122 blessés. Depuis le mois de mai, date à laquelle ces actions avaient causé la mort de 35 personnes, le régime s'est lancé dans une lutte contre les extrémistes. **Des centaines d'arrestations ont eu lieu dans le royaume et, régulièrement, des accrochages opposent des partisans d'Oussama Ben Laden aux forces de l'ordre**, lesquelles ne ménagent pas leurs efforts d'autant, qu'aujourd'hui, **le régime est visé et risque d'être déstabilisé**. La crainte de nouveaux attentats est toujours vive et les alertes données par certaines ambassades occidentales à leurs ressortissants se multiplient. Mais ces mesures n'ont pas empêché l'attentat du 8 novembre, qui a eu lieu, pendant le ramadan, contre un complexe résidentiel pour expatriés .

■ Lutte contre le terrorisme

Le 7 décembre, un communiqué du ministère de l'intérieur saoudien, publié par la presse dressait la liste nominative de **26 personnes suspectées d'être impliquées, au cours de ces derniers mois, dans des actes de terrorisme**. Les autorités ont promis une récompense de 7 millions de rials saoudiens (US\$ 1,9 mn) pour toute personne qui fournirait des informations pouvant empêcher une attaque éventuelle et cinq millions de rials (US\$ 1,36 mn) à quiconque donnerait des informations menant à l'arrestation d'un groupe des "26 suspects recherchés" et d'autres "éléments terroristes". Le ministère de l'intérieur a appelé les suspects à se rendre et averti qu'"un châtement sévère" attendait ceux qui leur donneraient refuge ou les aideraient. Les informations menant à l'arrestation de l'un des suspects seront récompensés par un million de rials (US\$ 272 000), selon le communiqué.

Autre mesure prise par les autorités saoudiennes : **la fermeture des sections d'affaires islamiques de toutes ses ambassades à travers le monde**. Dans un premier temps, les autorités saoudiennes ont décidé de ne plus subventionner un institut américain où un religieux musulman, qui avait un statut diplomatique saoudien donnait des conférences, et les États-Unis ont révoqué le visa diplomatique de cet homme. **Jaafar Idris**, né au Soudan, était au nombre des diplomates de l'ambassade d'Arabie saoudite à Washington, où il travaillait à la section des affaires islamiques. Son départ fait suite à la décision du gouvernement saoudien de ne plus fournir de statut diplomatique aux religieux et enseignants musulmans à l'étranger, selon un responsable saoudien, qui a expliqué que cette décision « s'inscrit dans un effort plus large visant à ce que les ambassades saoudiennes ne s'occupent plus de promouvoir la religion ». Le "*Washington Post*", qui cite également des responsables américains non identifiés, estime que les décisions concernant Jaafar Idris « reflètent les efforts croissants (des États-Unis et de l'Arabie saoudite) pour enrayer la progression d'un discours musulman extrémiste ».

Mais, dans le même temps, un groupe d'activistes extrémistes islamistes, qui se fait appeler « Brigades des Haramain » (du nom des deux lieux saints de l'islam, La Mecque et Médine) et se manifeste pour la première fois, a juré de « liquider les apostats » en Arabie saoudite, selon un site Internet islamiste. Et d'ajouter :

Le système politique saoudien

Comment qualifier le système politique saoudien ? C'est une monarchie arabe islamique qui ignore la séparation des pouvoirs politique et religieux : la sphère religieuse agit en étroite liaison avec le politique. Les religieux ont un statut de fonctionnaire et ils exercent un rôle non négligeable à travers les mosquées, les associations caritatives par exemple.

Le système est complexe car toute décision doit être prise selon le principe du consensus entre les différents princes ; des influences rivales et des contre-pouvoirs informels sont exercés par un cercle de parents, de proches ou encore de fidèles.

Des divergences existent entre les princes les plus influents et le **prince Nayef**, ministre de l'intérieur, chef des services de renseignement et de la police qui essaie de retarder les réformes souhaitées par le prince héritier. Il a déclaré à propos du manifeste de janvier : « *non au changement, oui au développement* ». Il a aussi annihilé tout espoir pour la formation de partis politiques, demande formulée par les réformateurs. En tant que responsable de la sécurité intérieure il dispose

d'un vaste pouvoir et le **prince héritier Abdallah** est donc contraint de tenir compte de son avis.

Le Conseil consultatif, *majlis esh-shoura*, a été instauré en 1992 et ses membres sont nommés par le roi. Il ne joue qu'un rôle consultatif et il donne, si le roi lui demande, un avis sur les grandes questions économiques et sociales du royaume. Il devait permettre aux secteurs représentatifs de la société saoudienne d'être partie prenante à la gestion des affaires du royaume.

En 1997, sa composition a été élargie (60 membres à 90) et rajeunie afin de prendre en compte les aspirations de la classe moyenne (technocrates, hommes d'affaires, universitaires) mais aussi les revendications du courant islamiste. En mai 2001, leur nombre est passé à 120 personnes.

En décembre 2003, le roi Fahd a publié un décret modifiant le rapport de forces existant entre le gouvernement et le Conseil consultatif, permettant à ce dernier de proposer de nouvelles lois à l'exécutif alors que, jusque là, il n'avait qu'un rôle purement consultatif.

*« Dans la mesure où nos frères dans l'organisation d'al-Qaïda sont occupés par la guerre contre les Croisés (...), nous avons décidé de nous occuper nous-mêmes de nettoyer le pays des agents (...) de la campagne croisée dans le pays des Haramain », jurant de « liquider physiquement quiconque aide l'Amérique ou torture les moudjahidin ». Par ailleurs, un autre groupe, baptisé « Ansar al-Qaïda » (« Partisans d'al-Qaïda »), a violemment attaqué la famille régnante en Arabie saoudite dans un communiqué publié par le quotidien arabe *al-Qods al-Arabi* basé à Londres. « Tous les accords passés par les héritiers d'Abdel Aziz (al-Saoud, le fondateur du royaume saoudien) avec les infidèles sont nuls et non avenue », écrit le groupe en dénonçant le régime saoudien pour avoir « permis aux infidèles d'occuper la terre de l'islam et d'y établir des bases qui ont servi pour mener la guerre contre l'Irak ».*

La famille royale est confrontée à un défi majeur : accorder des gages aux Américains en termes d'ouverture politique tout en donnant satisfaction aux personnes les plus réticentes aux évolutions, à l'intérieur du royaume. **L'annonce faite par le Majlis esh-shoura, Conseil consultatif, de la tenue en 2004 d'élections pour les conseils municipaux** a provoqué des réactions d'opposition chez certains, alors que d'autres estiment que ces mesures ne vont pas assez loin et ne suffiront pas à préparer l'évolution du pays. En effet, les élections n'auront lieu que dans 14 municipalités et seule la moitié des membres seront élus.

■ Prise de parole au travers de manifestes...

Alors que les évolutions se faisaient à un rythme très lent, les attentats du 11 septembre et les violentes attaques lancées contre le royaume ont provoqué une « union sacrée » à l'intérieur du pays avant que les intellectuels ne réagissent et proposent un débat public sur l'avenir du pays. Un manifeste, signé par plus de 300 intellectuels, dont près de 50 femmes, appelant à des réformes a été rendu public le 24 septembre dernier. Il vient après plusieurs autres textes déjà publiés. Une **lettre dite « des 104 »** a été adressée au prince héritier Abdallah en janvier avec comme intitulé : « **Projet pour le présent et l'avenir de ce pays** », demandant la tenue de scrutins locaux et l'élection des membres siégeant au *majlis esh-shoura*.

Le 29 avril, était rédigé un autre texte par 153 intellectuels, hommes et femmes, islamistes et libéraux intitulé « Comment cohabiter ». Il répondait à une critique émise par soixante intellectuels américains. Mais le dernier texte va encore plus loin puisqu'il dénonce la corruption de l'administration, la pauvreté, le chômage et le statut inférieur de la femme, autant d'éléments anachroniques du système politique. En fait, le contenu de ces différents manifestes traite de la garantie des droits des citoyens, de ceux des minorités, ainsi que des droits des femmes.

Même le ministre de la défense, le **prince Sultan** est intervenu dans le débat. Il a déclaré qu'il fallait

réformer le système éducatif du royaume afin qu'il soit plus en phase avec son temps, avec le marché du travail et il prône la modération tout en consolidant les valeurs musulmanes. **Le prince Turki al-Faysal**, ambassadeur du royaume en Grande-Bretagne, avait déclaré, dans un article publié par le quotidien saoudien basé à Londres, *al-Charq al-Awsat*, que « réformer le royaume n'était pas un choix mais une nécessité ».

■ ... et émergence de la question chiite

La communauté chiite qui représente entre 10 à 15 % de la population du royaume profite des frémissements qui agitent la société pour faire entendre sa voix. Il est vrai que certains propos lancés par des Américains sur la possibilité de favoriser la sécession de la province Est du pays, afin de préserver l'approvisionnement en pétrole, n'a pas manqué de faire réagir les chiites, majoritairement issus de cette région, celle qui abrite les plus grandes réserves d'or noir du pays.

Les chiites ne bénéficient pas des mêmes droits que leurs concitoyens sunnites et entendent bien remédier à cela : rétablissement des droits religieux, embauche dans les emplois publics, fin des campagnes contre eux dans les écoles ou la presse... Ils ne sont que 2 sur les 120 personnes membres du conseil consultatif. En 1993, le roi Fahd avait formellement reconnu les droits de cette communauté, mais l'application des mesures anti-discriminatoires s'est heurtée à de nombreux obstacles.

La révolution iranienne en 1979 n'avait pas manqué d'inquiéter les autorités saoudiennes qui avaient craint une « contagion », bien que les chiites saoudiens se soient toujours inscrits dans le cadre national. Mais la montée des revendications de leurs frères irakiens provoque des inquiétudes à Riyad, d'autant que les chiites ont signé la pétition des « 104 » ; leurs représentants ont été reçus par un conseiller du prince héritier. Ce dernier s'est engagé à trouver des solutions et tout particulièrement de créer une commission de discussion entre religieux sunnites, chiites et ismaéliens.

Bien qu'ayant signé le manifeste des « 104 », **450 intellectuels chiites, hommes et femmes, ont adressé une pétition en avril au prince héritier : « Partenaires de la nation »**, laquelle s'inscrit dans le sillage des revendications exprimées et prises en compte par le roi Fahd dix ans plus tôt. Il s'agit pour eux de réaffirmer leur attachement à l'unité nationale et à la famille royale.

■ Une conjoncture favorable pour l'économie saoudienne

Les défis sont difficiles à relever sur le plan politique mais également sur le plan économique et social. Les responsables du royaume sont-ils en mesure de les affronter dans une atmosphère de fin de règne ? Le système ne peut pas, *de facto*, être remis en cause car cela signifierait la fin des privilèges de la famille royale et donc de son pouvoir. Toutes les mesures annoncées ressemblent à un toilettage destiné à faire plaisir aux Américains, mais sans changer véritablement la nature du système.

Les indicateurs macro économiques se révèlent bons avec **une croissance du PIB de 2,3% et un revenu par habitant de US\$ 7 925** (chiffre néanmoins beaucoup moins élevé que celui du Qatar : US\$ 27 000). L'inflation a été stable au cours de la décennie écoulée avec une moyenne de 0,9 %. Il est vrai que la bonne tenue des cours de l'or noir permet de maintenir les fondamentaux de l'économie à un niveau satisfaisant. Il n'en demeure pas moins que la croissance du PIB est insuffisante pour faire face à la croissance démographique, 3,8 % par an, car c'est le secteur pétrolier qui tire la croissance et il n'emploie que 1,5 % de la population active. La question du chômage, en particulier des jeunes, est préoccupante. Plus de 50 % de la population a moins de 18 ans. Et l'évolution du PIB entre 1981 et aujourd'hui fait apparaître un recul du pays en termes réels : il est passé de US\$ 18 000 par habitant, en 1981, à 7 500 aujourd'hui.

La volonté de « saoudiser » les emplois telle qu'elle est exprimée dans le 7è plan quinquennal 2000-2004 ne semble pas avoir atteint ses objectifs. Selon des chiffres dont la fiabilité est loin d'être parfaite, la population active de nationalité saoudienne aurait atteint les 3,7 millions de personnes sur une population active totale de 7,4 millions de personnes. La part des nationaux est en hausse dans le secteur privé avec 45 % de Saoudiens en 2002 contre 55 % d'étrangers.

Le budget devrait être excédentaire cette année en raison d'une forte production de pétrole et des cours qui se sont maintenus à un niveau élevé à US\$ 26 alors que les prévisions budgétaires ont été faites sur la base d'un baril à US\$ 18. Le budget 2003 prévoyait des dépenses évaluées à SAR 209 mds pour des recettes de SAR 170 mds ce qui représentait un déficit de SAR 39 mds. Or, les recettes seront de l'ordre de SAR 263 et des dépenses de SAR 240 mds, ce qui permet de retirer un excédent de 21 mds. Une partie de celui-ci sera affecté au remboursement de la dette intérieure.

■ Des réformes qui avancent trop lentement...

La mise en œuvre des réformes est indispensable pour l'avenir de l'économie du pays. Il s'agit de réduire les dépenses de l'État, de sortir d'un système dépendant pratiquement totalement du pétrole, de développer le secteur privé. **Le secteur public représente encore près de 60 % du PIB** mais on constate une progression de la part du privé et, dans certains secteurs, comme l'agriculture il est prépondérant. Selon le dernier rapport de la *Saudi Arabian Monetary Agency*, *Sama*, remis au roi le 3 novembre, le secteur privé représente désormais 65,5 % du PIB non pétrolier courant et 41 % du PIB courant global.

Depuis un an, on assiste à une **relance du processus de privatisation** avec la vente partielle du capital de l'opérateur des télécommunications STC qui a permis de récupérer SAR 15 mds. Quant à la première licence privée de téléphonie mobile elle est attendue en 2004 et elle devrait être ouverte aux opérateurs internationaux. **D'autres secteurs vont s'ouvrir : tourisme, chemins de fer, assurance, de nouvelles licences bancaires. Autant de domaines porteurs pour lesquels il est important d'être présent.**

De plus, l'adoption de la loi sur l'investissement étranger, en avril 2000, a favorisé l'ouverture du royaume et la liste des secteurs fermés aux IDE (investissements directs étrangers) a été revue en février ; les contraintes sont désormais moins fortes. Mais le dernier rapport de la Cnuced confirme que les flux annuels d'IDE en Arabie sont quasi négatifs depuis quatre ans, malgré l'adoption de la loi de 2000. **Les flux n'ont été que de US\$ 350 mns en 2002.** Le pays est ainsi passé du 12^e rang mondial en termes d'accueil d'IDE, en 1985, avec 2,23 % du stock mondial, au 39^e rang l'année dernière avec 0,36 % du stock mondial.

■ Mais ouverture progressive du secteur gazier aux investissements étrangers

La signature, le 15 novembre, d'un important contrat gazier avec un consortium réunissant l'Anglo-néerlandais **Royal Dutch/Shell** et le Français **Total** marque l'ouverture, pour la première fois, de ce secteur aux investissements étrangers. Le ministre saoudien du pétrole a déclaré à cette occasion : « *Cet accord de partenariat pour l'exploration et la production de gaz constitue une importante alliance stratégique entre le royaume et de grandes firmes internationales* » et « *il marque aussi le départ d'une stratégie à long terme pour le développement du secteur gazier par l'ouverture de ce secteur aux investissements étrangers et locaux* ». Les négociations ayant trait aux projets connus sous le nom « d'initiative pour le gaz saoudien », ont été longues en raison des conditions considérées peu favorables aux compagnies étrangères, en l'absence d'éléments suffisamment précis sur l'importance réelle des réserves. **Pour la première phase d'exploration qui devrait durer cinq ans, des investissements de US\$ 2 mds sont prévus.** Début 2004, un appel d'offres international sera lancé pour trois projets d'exploration et de production de gaz dont l'annonce a déjà été faite à Londres en juillet dernier. L'ensemble du projet est évalué à US\$ 25 mds.

■ Refroidissement avec les Etats-Unis...

Ambiguïté : ce mot résume la nature des relations entre **Riyad et Washington**. Les critiques ont éclaté au grand jour sur le fonctionnement du royaume saoudien et les autorités américaines ne cessent d'appeler aux réformes dans les pays arabes et, en particulier, en Arabie saoudite. Le 6 novembre, dans un discours prononcé à la Fondation nationale pour la démocratie, le président Bush tout en reconnaissant que le gouvernement de Riyad avait adopté un plan d'introduction « graduelle » des élections, soulignait que c'est « *en donnant aux Saoudiens un plus grand rôle dans leur société* » que ce gouvernement démontrera sa capacité à jouer lui-même « *un rôle dirigeant dans la région* ».

Lors de l'intervention militaire américaine contre l'Irak, une aide a été apportée par Riyad aux Etats-Unis, même si, officiellement, les Saoudiens n'ont pas apporté de soutien à Washington. Avant la guerre, le nombre des soldats américains sur le territoire du royaume était passé à près de 10 000 ; la base "Prince Sultan" a servi de centre de commandement des opérations aériennes. Après la victoire en Irak, les deux capitales ont décidé de mettre fin à la présence des militaires américains car les opérations de surveillance de la zone d'exclusion aérienne du Sud de l'Irak n'avaient plus de raison d'être. Le QG de l'*US Force* pour la région du Golfe a alors été transféré à al-Oudeid, au Qatar.

Sur le plan financier, la confiance n'est plus de mise entre les deux pays. Les Saoudiens craignent des mesures de rétorsion qui toucheraient les investissements saoudiens aux Etats-Unis, évalués à 450 milliards de dollars. **Les rumeurs qui ont circulé quant à un retrait massif des capitaux se sont révélées**

infondées. En revanche, il semble que **les Saoudiens hésitent aujourd'hui à investir de l'argent supplémentaire**. Ils préfèrent certaines places européennes ou un pays comme le Liban. Mais ces places de substitution ne permettent pas de mener des opérations financières de même ampleur que celles réalisées à Washington. Le marché financier saoudien est trop étroit même si **la bourse de Riyad a profité de cette présence de capitaux qui sont restés sur place plutôt que de prendre le chemin des Etats-Unis**.

■ ... Et réchauffement avec la Russie

En septembre, le prince héritier Abdallah s'est rendu en voyage officiel à Moscou, première visite de ce niveau depuis la création du royaume en 1932 ! La question pétrolière a bien évidemment été au centre des entretiens ainsi que la coopération sécuritaire. Pourtant les relations étaient au plus bas, en raison de l'accusation portée, par Moscou à Riyad, de tolérer que des groupes caritatifs saoudiens apportent une aide aux indépendantistes tchéchènes.

Riyad, qui entend montrer sa capacité à diversifier ses relations, s'est tourné vers Moscou afin d'obtenir une promesse de coordination plus étroite sur le marché du pétrole et un engagement à unir les efforts pour assurer la stabilité des cours. La Russie, quant à elle, a besoin des investissements saoudiens pour moderniser son infrastructure pétrolière.

Ce rapprochement ne remet pas pour autant en cause la relation stratégique entre Washington et Riyad mais vise simplement, pour le royaume wahhabite, à ne pas se sentir trop dépendant des Etats-Unis.

■ Les partenaires économiques du royaume

Les Etats-Unis restent le premier partenaire commercial de l'Arabie et le rapport de la Sama confirme la baisse de la part de marché de la France (3,6 % en 2002 contre 4,1 % en 2000), dont le rang fournisseur, 7^e en 2002, continue de régresser au profit de plusieurs pays asiatiques en développement. Notons également l'importance des pays arabes et du Conseil de coopération du Golfe dans le commerce non pétrolier saoudien, respectivement 38,8 % et 5,6 % des exportations non pétrolières saoudiennes.

Les Français sont encore trop frileux estimant que le royaume est une chasse gardée des Anglo-saxons. Mais la France est néanmoins le 3^e investisseur étranger. C'est le pays européen qui achète le plus de pétrole saoudien d'où un déficit commercial important pour Paris. On note, à la lecture de ce tableau la forte progression des parts de marché de l'Allemagne, la Chine et les pays d'Asie du sud-Est.

Principaux partenaires de l'Arabie			
Importations		Exportations	
Etats-Unis :	16,31%	Etats-Unis :	18,24%
Japon :	11,08%	Japon :	15,34%
Allemagne :	8,44%	Corée du Sud :	9,66%
Grande-Bretagne :	5,98%	Singapour :	5,27%
Chine :	5,32%	Inde :	4,84%
Italie :	4,30%	Taiwan :	3,32%
France :	3,60	France (9 ^e) :	2,93%

Source : Sama et mission économique de Riyad

Le flot de liquidités important actuellement, en raison des cours du pétrole élevé, facilite le travail dans ce pays. La difficulté, pour des entreprises de taille moyenne, est d'être présente sur place afin de mieux appréhender les réalités. Le territoire est vaste et, surtout, divisé en trois régions qui ont chacune leurs spécificités. Jusque là, la réglementation ne facilitait pas la présence de plusieurs distributeurs. Mais le ministère du commerce est en train de changer les lois pour faciliter la tendance visant à disposer de plusieurs personnes dans chacune des régions.

*

Le contexte économique est actuellement favorable aux investissements dans le royaume, malgré de réelles incertitudes intérieures et géopolitiques. Les ouvertures dans le domaine du gaz sont prometteuses comme le montre la signature du contrat gazier avec le consortium Royal Dutch/Shell et Total. Ainsi, le risque saoudien mérite-t-il d'être pris en considération, s'il est bordé par des garanties financières suffisantes et accompagné de mesures de sécurité sur place.